

Les projets du programme, au regard du genre

jeudi 1er janvier 2015

Sommaire de cet article

- [Renforcement du rôle des femmes dans les filières porcines, avicoles et anacarde \(noix de cajou\) \(...\)](#)
- [Renforcement des capacités des femmes actives dans des filières respectueuses de l'environnement \(...\)](#)
- [Renforcement des capacités des productrices de karité au Burkina Faso](#)
- [Diversification des activités des productrices de karité avec l'introduction du sésame au Burkina \(...\)](#)
- [Des tomates en toutes saisons, lancement d'une activité nouvelle pour la souveraineté \(...\)](#)
- [Renforcement des transformatrices de céréales dans une perspective de souveraineté alimentaire au \(...\)](#)
- [Appui aux actrices et acteurs de l'alimentation de rue à Ouagadougou au Burkina \(...\)](#)
- [Pour un décollage social et professionnel des femmes artisanes, au Togo](#)
- [Actrices béninoises, organisations et développement, au Bénin](#)
- [Renforcement des capacités techniques des artisanes et de leurs capacités organisationnelles et \(...\)](#)
- [Renforcement de la Pépinière d'entreprises de Tenkodogo, au Burkina Faso](#)

Les projets menés dans le cadre du programme *Genre et économie, les femmes actrices du développement* avaient pour principal objectif de s'appuyer sur une approche de genre pour aider des femmes et collectifs de femmes à développer leurs activités économiques rémunératrices.

Une action n'est pas un « projet genre » du simple fait qu'elle s'adresse principalement aux femmes. Il faut pour cela qu'elle se donne des objectifs et mette en oeuvre des activités visant à identifier et à réduire des inégalités économiques, sociales, culturelles, institutionnelles, voire juridiques, entre hommes et femmes.

- La démarche de genre transversale du programme a été mise en oeuvre avec l'appui d'un pôle ressources genre français et ouest-africain.

- Le nombre de bénéficiaires indiqué n'intègre pas les bénéficiaires indirect-es (ensemble des membres des groupements et coopératives, familles, entourage, communautés, etc.).

- Le budget des projets en Afrique de l'Ouest allait de 60 000 à 420 000 € sur trois ans (incluant en moyenne 15 % de cofinancements et apports en ressources propres).

- Le budget de l'accompagnement en genre a été de 410 000 € pour trois ans. Le budget des productions finales de capitalisation est de 38 000 € pour la brochure et son DVD ressources, et de 59 000 € pour les documentaires vidéo.

Renforcement du rôle des femmes dans les filières porcines, avicoles et anacarde (noix de cajou) au Togo et au Sénégal

- Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières -

Dans les zones rurales pauvres de Kara au Togo et de Kolda au Sénégal, un accès limité des femmes au crédit et aux ressources, aux intrants et au matériel, une faible alphabétisation et un manque de formation technique se combinent à des inégalités de genre dans les domaines familiaux, productifs, institutionnels.

L'objectif du projet était le soutien à des groupements de femmes pour l'acquisition des savoir-faire techniques et organisationnels permettant leur maîtrise des conditions de production et de transformation des produits agricoles et d'élevage. Il s'agissait de promouvoir une plus grande qualité des produits et une meilleure valeur ajoutée pour dépasser les activités traditionnelles peu rémunérées, obtenir une meilleure place dans les filières et les organisations faïtières et progresser sur des marchés plus rémunérateurs,

nationaux et internationaux.

La démarche de genre est partie de l'analyse de la répartition sexuée des activités et des inégalités hommes-femmes au sein des filières concernées, pour apporter des solutions durables en termes d'accès à des facteurs de production, de formations, etc. Des plaidoyers ont été menés auprès de décideurs locaux pour les droits des femmes, par exemple pour la levée d'un tabou qui interdit aux femmes de pratiquer l'activité de charcuterie.

Parmi les résultats : l'articulation entre appui technico-économique et genre a entraîné une augmentation de la production et des revenus des femmes, une meilleure reconnaissance de leur place économique et décisionnelle, la création de coopératives permettant aux femmes d'être reconnues comme actrices des filières.

Au Togo, 180 éleveuses de porc au sein de 12 groupements ont été touchées ; au Sénégal, 1 491 producteurs et productrices, dont 89 % de femmes.

Renforcement des capacités des femmes actives dans des filières respectueuses de l'environnement (coton, maraîchage, riz, fonio bio) au Sénégal

- Enda Pronat -

Les productions de l'agriculture saine et durable offrent un potentiel économique notamment sur les marchés urbains. Pronat appuie depuis des années des fédérations de paysans bio où les femmes sont majoritaires à la base mais moins nombreuses au sommet.

L'objectif du projet était l'amélioration des revenus des femmes au sein de quatre organisations paysannes dans trois zones du Sénégal (Koussanar, Guédé, Diender et Keur Moussa dans les Niayes), par le renforcement de la mécanisation et les capacités de transformation et une meilleure maîtrise de la commercialisation de produits de « l'agriculture saine et durable ». La connaissance des enjeux de la décentralisation et de leur rôle de citoyennes devait favoriser la participation des femmes à la vie politique de leur communauté et au développement collectif et solidaire, grâce au management féminin et au travail en réseau des fédérations.

La démarche de genre a associé un appui économique et en équipements techniques à la formation en genre et le soutien au réseau national des femmes rurales avec des actions de promotion des femmes aux sphères de décision, notamment dans les conseils ruraux.

Parmi les résultats : des femmes ont été élues dans des communautés rurales, permettant l'orientation de budgets vers des investissements utiles pour les femmes (sanitaires, eau). Des ateliers ont permis l'appropriation des outils pratiques du genre, une promotion de la mixité dans les métiers et les tâches ménagères et un plaidoyer sur la sécurisation foncière. Deux professionnelles de l'équipe Pronat ont été formées à la production de données désagrégées par sexe.

Le projet a touché 301 femmes et 114 hommes.

Renforcement des capacités des productrices de karité au Burkina Faso

- GRET -

En milieu urbain, les productrices de karité se heurtent à la concurrence sous-régionale, faute de réseaux de distribution formels, de diversification et d'attractivité de leurs produits. De leur côté, les groupements ruraux récoltent et vendent les noix ou les amandes de karité, mais la valeur ajoutée est faible, en raison du manque de moyens de production et de transformation, bien que le savon de lessive à base de karité

fabriqué par les femmes pour le marché local soit de qualité.

L'objectif du projet était l'appui de cinq unions urbaines (Ouagadougou, Tenkodogo), et de cinq groupements ruraux de femmes productrices et transformatrices de karité (Gnogwarbin, Kassougou, Nabitenga, Rayasmnonré, Tanghin Dassouri) afin de contribuer à structurer la filière, renforcer la productivité des groupements et améliorer la commercialisation des produits.

La démarche de genre a promu, à partir d'une enquête de terrain analysant les inégalités de genre au sein de la famille et de la communauté, l'autonomisation personnelle et économique des femmes. Des formations à l'organisation des associations ont ciblé les femmes, tandis que des hommes, maris des productrices et leaders locaux, ont été sensibilisés pour constituer une base de soutien pérenne aux activités des femmes.

Parmi les résultats : l'augmentation du niveau de production et de commercialisation des produits s'est traduite par l'ouverture de boutiques en milieu urbain et l'embauche de personnel. La meilleure structuration des groupements ruraux et l'estime de soi renforcée des femmes ont accru la notoriété de leurs produits. Une plus grande indépendance leur a permis de participer à des foires commerciales. Une vidéo a été réalisée à partir d'une action de théâtre forum et sert d'outil de sensibilisation au genre.

Le projet a touché 391 femmes.

Diversification des activités des productrices de karité avec l'introduction du sésame au Burkina Faso

- Tech-Dev -

Après dix ans d'expérience dans l'activité de karité, les femmes de la coopérative UGPPK de Léo veulent diversifier leur production pour sécuriser leurs revenus. Elles doivent résoudre des contraintes à la fois de genre (le sésame est une culture traditionnellement masculine, elles ont un moindre accès à la terre et aux outils) et externes (pluviométrie instable, dépendance aux cours du sésame brut sur le marché mondial).

L'objectif du projet était de soutenir les femmes pour structurer leur activité de production et de commercialisation du sésame. Pour cela, différents mécanismes ont été essentiels : fonds de roulement pour que la coopérative rémunère les femmes à la fin de la campagne agricole, sécurisation de leur accès à la terre, maîtrise de l'unité pilote de transformation du sésame.

La démarche de genre a combiné une plus grande maîtrise de la filière économique avec une action auprès des maris pour un meilleur partage des moyens de production. Un pré-diagnostic a identifié les conditions d'accès et de contrôle des ressources dans la filière. Des négociations ont été menées avec les hommes de la communauté et les autorités. Agricultrices, personnel technique et commercial, animatrices du projet ont été formés au genre. Des formations à la gestion des revenus et des dépenses ont accru l'empowerment personnel des femmes.

Parmi les résultats : les revenus ont augmenté, grâce notamment au démarrage d'une unité de nettoyage du sésame et à terme d'une presse pour l'extraction de l'huile, permettant d'augmenter la valeur ajoutée. Les femmes ont un meilleur accès aux moyens de production détenus par des maris et nécessaires pour exercer la culture du sésame, et un système d'information et de suivi des inégalités a été mis en place.

Le projet a touché 2 200 femmes.

Des tomates en toutes saisons, lancement d'une activité nouvelle pour la souveraineté alimentaire et l'autonomisation financière des femmes au Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Bénin

- Asfodevh -

Dans ces pays, une partie importante de la production locale de tomate se perd, du fait du manque de moyens de gestion et de transformation, tandis que les consommatrices-teurs achètent de la tomate concentrée importée de basse qualité.

L'objectif du projet était autant le développement personnel que la performance technique ou économique en aidant des femmes à accéder à l'autonomie financière et à la responsabilité citoyenne, dans une relation plus équitable avec les hommes. La mise en place d'un équipement simple devait permettre aux groupements ruraux de conserver et transformer les excédents de tomates et de commercialiser des sauces avec une qualité nutritionnelle préservée sur les marchés locaux.

La démarche de genre a commencé par la formation de formateurs-trices et s'est poursuivie avec la collecte de données et leur analyse par une enquête auprès d'un panel d'actrices et d'acteurs du projet. Des formations aux bénéficiaires ont couplé les enjeux du genre aux aspects de gestion administrative et financière d'un groupement, et de création de micro-entreprises. Elles ont mis l'accent sur la répartition des tâches entre femmes et hommes dans les groupements, l'accès au crédit et à la terre, la scolarisation des filles, la participation des femmes aux prises de décision familiales et communautaires, etc.

Parmi les résultats : des activités auparavant dites « pour femmes » ou « pour hommes » ont été démystifiées ; une meilleure compréhension par les hommes des contraintes des femmes s'est traduite par des appuis matériels de leur part : octroi de terres, aide pour le transport de marchandises, participation à des travaux agricoles, comme l'arrosage des tomates. Des femmes ont maintenant accès à des espaces maraîchers.

Le projet a touché 3 600 femmes dans 42 groupements.

Renforcement des transformatrices de céréales dans une perspective de souveraineté alimentaire au Burkina Faso, Mali, Niger

- Afrique Verte -

Au Sahel, les céréales sont majoritairement produites par les hommes, avec l'aide des femmes en milieu rural. En milieu urbain, la demande s'accroît pour des céréales transformées de qualité, offrant un marché pour les femmes, principales transformatrices de céréales. Elles les achètent aux producteurs et à des intermédiaires. Mais le manque de formation, d'accès aux facteurs de production, au foncier et aux espaces de travail limite leur potentiel.

L'objectif du projet était de renforcer les compétences professionnelles des transformatrices de céréales, d'améliorer leurs revenus, via le renforcement des activités locales collectives de transformation, et de développer les réseaux nationaux de transformatrices pouvant peser sur les politiques agricoles, tout en visant leur développement personnel.

La démarche de genre a visé à professionnaliser et autonomiser les transformatrices, tout en équilibrant les charges qu'elles supportent et en essayant d'éviter les conflits possibles au sein du foyer ou de la société, grâce aux formations en genre. Une plus grande autonomie leur a permis de voyager pour découvrir de nouveaux produits et renforcer leur appartenance à un réseau.

Parmi les résultats : le développement de l'activité de transformation des céréales et de leur qualité a accru les revenus des femmes, qui s'impliquent davantage dans l'économie locale et génèrent des

débouchés pour les petits paysans auprès desquels elles s'approvisionnent. Les jeunes femmes s'impliquent plus dans les formations et postes à responsabilités. Les femmes ont développé des capacités de plaidoyer auprès de responsables au niveau régional, national et international.

Le projet a touché, au Burkina Faso, 1 200 femmes de 40 unités de transformation de Ouagadougou et de Bobo du Réseau des transformatrices de céréales du Faso ; au Mali, 1 600 femmes dans 58 UT de l'Union des coopératives de transformation de céréales, Bamako et région de Mopti, et Fédération des Unités Misola ; au Niger, 600 transformatrices de 30 unités de Niamey, Zinder, Say et Kollo.

Appui aux actrices et acteurs de l'alimentation de rue à Ouagadougou au Burkina Faso

- Aster-International -

Les transformatrices et restauratrices de rue sont les actrices d'une économie populaire essentielle pour l'alimentation urbaine. Peu reconnues, cantonnées à l'informel, elles manquent de capacités organisationnelles et de représentation dans les instances professionnelles.

L'objectif du projet était de renforcer la prise de responsabilité politique des femmes et d'atténuer les blocages socio-culturels au sein des ménages et des communautés, qui freinent leur développement économique. Le renforcement des capacités techniques, la formation des actrices dans les domaines de l'hygiène, de la gestion et du leadership, doit déboucher sur la structuration de la filière de l'alimentation de rue et l'autonomisation des femmes via la création de micro-entreprises et d'associations professionnelles.

La démarche de genre a intégré des hommes restaurateurs de rue au projet initial pour éviter des concurrences dans la filière et permettre des analyses de la situation comparée des femmes et des hommes. Ce choix a facilité des sensibilisations genre au niveau des maris et des décideurs locaux. Le projet a renforcé la partie d'appui technique par des plaidoyers. Pour pérenniser la démarche, des « femmes relais » ont été formées et ont participé à des ateliers de réflexion-action.

Parmi les résultats : le pouvoir de négociation du CARPTL vis-à-vis des autorités administratives a été accru, avec la reconnaissance officielle du métier de restauratrice de rue a accru le pouvoir de négociation du CARPTL avec les autorités administratives. Des micro-entreprises ont été créées et les femmes ont pris des responsabilités au niveau national dans des instances représentatives.

Le projet a touché plus de 3 500 actrices du secteur de l'alimentation de rue et de la transformation alimentaire de 81 associations et groupements autour du collectif CARPTL.

Pour un décollage social et professionnel des femmes artisanes, au Togo

- Terre des Hommes France, avec l'appui de Aster-International -

Les femmes qui souhaitent développer une activité dans des filières à dominante masculine ou des entreprises et coopératives rencontrent de nombreuses difficultés, aggravées par des facteurs culturels discriminatoires, particulièrement en milieu rural.

L'objectif du projet était d'aider des femmes à s'insérer professionnellement dans le secteur de l'artisanat et de l'industrie, par la formation professionnelle, l'appui à la recherche d'emploi et le suivi-conseil, en tenant compte de leur environnement social et familial, tout en favorisant leur autonomisation économique et sociale. À Lomé, le projet a promu l'installation professionnelle de jeunes femmes formées dans l'artisanat technique et industriel, en tendant vers un statut formel. À Kara il s'agissait de l'insertion de jeunes femmes rurales dans la transformation et la conservation alimentaire et la boulangerie-

pâtisserie, en tendant vers l'organisation en coopératives économiques.

La démarche de genre a commencé par un diagnostic initial, puis un suivi de parcours de vie auprès d'un échantillon de femmes, et l'élaboration d'indicateurs sexo-spécifiques sur la situation professionnelle, économique et sociale des femmes. Les structures d'accompagnement ont été formées au genre. L'environnement social (ménages et communautés) et professionnel (lieu de travail) a été impliqué dans une optique de prévention des conflits. Des plaidoyers ont été menés auprès des autorités locales et traditionnelles, des opérateurs économiques et des employeurs.

Parmi les résultats : 103 femmes se sont regroupées pour créer 11 unités économiques à Kara. 45 femmes ont été formées pour transférer leurs connaissances auprès de 300 femmes à Kara. À Lomé, 63 femmes ont été accompagnées dans l'emploi ; 4 ont créé leur entreprise (soudure, mécanique) et 51 ont été formées au sein d'entreprises ou d'ateliers. Des interventions menées auprès des conjoints et de chefs de villages ont favorisé des évolutions significatives telle que la répartition des tâches ménagères au sein des foyers, permettant aux femmes de réaliser une activité économique formelle.

Actrices béninoises, organisations et développement, au Bénin

Terre des Hommes France, avec la participation de Aster-International

De nombreuses femmes exercent des activités professionnelles à faibles revenus, manquant de formation et de facteurs de production. Par ailleurs, dans les grandes villes, des petites filles sont placées dans des familles comme domestiques. Cette pratique traditionnelle a dérapé en une exploitation des enfants, qui sont ensuite lâchées (« vinomégon ») dans les villes sans éducation ni formation.

L'objectif du projet était d'accompagner, d'une part une centaine de femmes dans leur professionnalisation et leur accès au micro-crédit avec des projets d'entreprises ou coopératives (transformation agro-alimentaire, pâtisserie, gestion et création d'entreprises, micro-finances) et d'autre part une trentaine de femmes et de jeunes filles vinomégon dans des ateliers de réflexion-action pour leur empowerment.

La démarche de genre a misé sur un diagnostic participatif de genre, pour identifier les filières économiques et les métiers porteurs, et sur le suivi des parcours de vie d'une vingtaine de femmes et l'accompagnement des femmes dans leur domaine professionnel par le biais d'ateliers de réflexion-action. Les trois structures porteuses au Bénin ont été formées à l'approche de genre. Un plaidoyer a été mené auprès du ministère de la Famille et du Plan de développement communal de Sémi Podji.

Parmi les résultats : 100 femmes et 97 jeunes filles vinomégon ont été touchées par le projet. De nouvelles compétences et des cursus locaux participent à un ancrage local du genre : 26 femmes ont été formées à la médiation sociale et à l'accompagnement des projets socio-professionnels, dont deux tiers parmi les femmes-relais. Un budget pour agir sur les inégalités hommes-femmes dans tous les secteurs de la commune a été négocié dans le cadre du Plan de développement communal de Sémi-Podji.

Renforcement des capacités techniques des artisanes et de leurs capacités organisationnelles et commerciales au Niger

- Guilde européenne -

De nombreux déterminants socioculturels de genre limitent le renforcement des compétences techniques des artisanes et de leurs capacités organisationnelles et commerciales, tels que la surcharge de travail domestique et le nombre d'enfants, le manque d'autonomie pour se déplacer, l'absence d'espaces de travail pour leur activité économique et le peu de maîtrise sur l'affectation de leurs revenus.

L'objectif du projet RC-TEC était d'appuyer les efforts d'artisanes nigériennes pour perfectionner leurs techniques, améliorer la qualité de leurs produits, diversifier leur offre et leur accès à de nouveaux marchés porteurs économiquement, en agissant sur les disparités de genre.

La démarche de genre a promu une intégration méthodologique de l'égalité femmes-hommes dans l'environnement institutionnel et familial des femmes artisanes. L'équipe d'animation du Safem et les institutions d'encadrement du secteur de l'artisanat ont été formées en genre et leurs représentants impliqués dans des activités de plaidoyer, dans le but d'ancrer une culture de genre dans des structures décisionnelles. Les femmes artisanes et leur entourage, y compris les hommes, ont également été formés et des artisanes assistantes formatrices chargées d'enquêtes de genre sur le terrain.

Parmi les résultats : le renforcement en genre de structures d'appui à l'artisanat a favorisé l'obtention de facteurs de production pour des femmes (espaces de travail). Mieux formées sur le plan technique, disposant de plus d'autonomie personnelle, des femmes ont participé à des foires commerciales sous-régionales.

Le projet a concerné 211 artisanes sur 24 localités des huit régions du Niger.

Renforcement de la Pépinière d'entreprises de Tenkodogo, au Burkina Faso

- Ethnik -

Les femmes ont souvent démarré des AGR en se regroupant sur un aspect social (femmes veuves ou atteintes du VIH-Sida). Elles sont très peu formées, souvent analphabètes, et leur accès à la propriété ou au crédit est limité. Même lorsque leurs capacités de production sont acquises, elles restent fréquemment dépendantes des hommes pour la gestion de leur structure ou la formalisation de leur activité.

L'objectif du projet était de développer les opportunités en matière d'emplois et d'AGR par l'animation d'une pépinière d'entreprises accompagnant des porteurs et porteuses de projets d'entreprises artisanales dans la municipalité de Tenkodogo, avec une composante spécifique de soutien à la professionnalisation des femmes.

La démarche genre a visé à apporter des réponses aux problématiques spécifiques des porteuses de projet, par des formations complémentaires techniques et en leadership, l'alphabétisation et l'accompagnement à leur structuration. L'équipe d'animation a d'abord été formée, puis les porteuses et porteurs de projets. Une enquête qualitative « Revenus, temps, pouvoir décisionnel » a été réalisée auprès des familles participantes. Une sensibilisation au genre a été menée au sein de la population et un plaidoyer effectué en direction des décideurs locaux.

Parmi les résultats : la formation à la fois de l'équipe d'animation et d'institutions locales (mairie et Direction régionale de la promotion de la femme) a diffusé une culture du genre, qui s'est traduite par la désignation d'un interlocuteur spécifique au sein de la DRPF et la prise en compte du genre dans le plan communal de développement. Le genre est maintenant intégré dans les modules et les outils de formations à l'entrepreneuriat.

Le projet a touché 181 artisan-es dont 123 femmes formées et accompagnées dans la mise en oeuvre d'activités économiques, 45 femmes et 8 hommes touchés par les actions d'appui aux filières soumbala et textile ; 214 personnes alphabétisés dont 142 femmes.